

PRIX DE L'ABONNEMENT :
 Six mois : 14 fr. 26 fr.
 Un an : 26 fr. 50 fr.
 Les abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

Un numéro : 10 c.

Les abonnements sont payables d'avance et se continuent à moins d'avis contraire ; ainsi renouvelés ils sont exigibles en entier.

Tout ce qui concerne la Rédaction et l'Administration doit être adressé à M. ELIE FLEURY, Directeur-Gérant.

JOURNAL de SAINT-QUENTIN

ET DE L'AISNE

PRIX DES ANNONCES :
 Annonces la ligne 0,25 0,15
 Réclames 0,40 0,30
 Faits divers 0,75 0,50
 Chronique locale 1,00 0,75
 Le prix des annonces répétées plusieurs fois est fixé à forfait.

Un numéro : 10 c.

Les annonces sont reçues à Paris chez MM. HAVAS et C^{ie}, 8, place de la Bourse et aux Bureaux du Journal.

Le JOURNAL de SAINT-QUENTIN paraît tous les soirs à six heures, les Dimanches et Fêtes légales exceptées.

Fin de session

Saint-Quentin, 12 juillet 1893.

Les séances de la Chambre se suivent et se ressemblent. On vote, on vote, on vote et les milliards défilent.

La Chambre a eu le bon esprit de disjoindre du budget les dispositions relatives à la contribution personnelle mobilière, la suppression de l'impôt sur les portes et fenêtres, la discussion sur le remplacement des centimes additionnels.

Il est de toute évidence que des réformes aussi graves ne peuvent être effectuées au pied levé, à propos d'une discussion budgétaire. Elles demandent un examen attentif et de longues études préalables.

Il est vrai que cet examen et ces études, la Chambre n'a jamais le temps de s'y livrer et qu'ainsi toutes les réformes restent en l'air. D'accord, mais à qui la faute ? A vous, électeurs qui nous donnez un Parlement d'ahuris, d'où sort un gouvernement d'incohérents.

Au fond, cette fois-ci encore, ce n'est pas la sagesse qui a déterminé les résolutions de nos législateurs surchauffés, mais la nécessité.

La Chambre, étant résignée à affronter la consultation du suffrage universel à la date du 20 août, veut en finir avec le budget.

On envisage donc la clôture de la session pour le 20 juillet. La Chambre espère enlever la réforme des boissons en quarante-huit heures. Ce fameux budget sera renvoyé jeudi au Luxembourg. On compte bien sur la docilité du Sénat pour le bécoter dans la huitaine. Après quoi, vacances parlementaires et période électorale s'ouvriront simultanément à la vive satisfaction de la Chambre et surtout du gouvernement !

Va pour le 20 août. Grâce à un talent d'acrobate qui lui permet de retomber toujours sur ses pieds, M. Dupuy fera les élections.

Ce vulgaire bonhomme, au lieu de constituer une république ouverte, de faire du nouveau, et du nouveau intelligent et honnête, aboutira tout uniment à demander encore une fois la concentration républicaine.

Rester dans l'état où nous sommes, voilà l'idéal du ministre Dupuy ; c'est également celui du président Carnot. Et M. Constans, nous dira-t-on, que ferait-il ? M. Constans, il ferait, avec un tour de main plus habile, la même chose que M. Dupuy. Nous n'avons pas à compter sur celui-là plus que sur celui-ci.

Ces ennemis de la veille ne regrettent rien de ce qu'ils ont fait contre nous et il y aurait sottise à espérer qu'ils pourrissent un jour le défaire d'eux-mêmes, dit avec bien du bon sens M. Eugène Vuillelot.

Laissons M. Dupuy et M. Constans. Nos chances de salut sont en nous. Ayons des candidats, formons à ciel ouvert sur le terrain électoral des alliances où nous stipulerons, en faveur de l'ordre, des libertés nécessaires et des intérêts religieux. Si, par nous et

nos alliés, nous sommes, dans la prochaine législature, assez nombreux, non pour prendre le pouvoir, — ce serait trop espérer — mais pour le donner, il ne manquera pas de républicains de la veille disposés à reconnaître que des réparations nous sont dues et prêts à les effectuer.

Nous l'avons déjà dit et nous le répéterons sans doute encore : aspirons à former dans le Parlement français un parti tel que le Centre dans le Reichstag allemand, cet admirable Centre composé d'hommes de la plus haute valeur, disciplinés, sérieux, convaincus et qui, menés par un esprit tout-à-fait supérieur, ont eu raison de Bismarck et de ses lois oppressives.

E. F.

INFORMATIONS

La Chambre a refusé, hier, de supprimer le principal de l'impôt foncier. Il existe, en France, 14,500,000 cotes foncières. Or, sur ce nombre, il y a 10,500,000 cotes inférieures à deux hectares et payant 10,700,000 fr. d'impôt foncier, soit 1 fr. 03 par cote.

Ce qui est plus urgent, c'est la révision de l'impôt pour le mettre en harmonie avec les revenus réels. M. Burdeau a tiré du débat la philosophie exacte en disant : « Il est nécessaire de refaire le cadastre. » Voilà la vérité. Les évaluations cadastrales sont inexactes et la répartition de l'impôt foncier est défectueuse ; on ne doit pas se lasser de le répéter. Mais la refonte du cadastre n'est pas l'une de ces mesures qui s'improvisent.

Il n'est question aujourd'hui, dans toute la presse radicale, que du départ de M. Lozé et de la mise à la retraite de ses plus énergiques collaborateurs.

M. Diers, le plus directement visé, et dont on annonce le renvoi, répudierait toute responsabilité.

D'après le *Radical*, il est décidé à « casser des kilos de sucre ». Il racontera que c'est Lozé qui lui a donné l'ordre, devant trente personnes, d'envahir l'Hôtel-Dieu, et si Lozé, ajoutant ce qu'il ne peut nier, se retirerait en disant : « Commissaire vous avez manqué de calme », Diers répliquerait : « Vous m'avez donné l'ordre de faire vite et sans m'inquiéter des moyens à employer. »

On n'est pas à bout de révélations.

L'interpellation de MM. Leydet et Doumer, sur les mesures à prendre pour assurer aux hommes appartenant à la classe 1889 l'exercice de leurs droits de citoyens aux élections générales de cette année, figure toujours à l'ordre du jour, aussitôt après la loi des finances.

Le ministère a décidé, en conseil de cabinet, de déclarer que ces mesures ne pouvaient être prises, les intérêts supérieurs de la défense nationale nécessitant la présence des soldats de la classe 1889 aux manœuvres d'automne, comme complément de leur éducation militaire et de celle de l'armée de réserve encadrée dans la première.

Les syndicats ouvriers ont pris pacifiquement leur part de la fermeture de la Bourse du Travail et, en attendant sa réouverture, la commission exécutive a choisi un local provisoire au numéro 13 de la rue du Plat.

Depuis avant-hier matin, cette commission y fonctionne ; les 270 syndicats, réguliers ou non, en ont été avisés.

Ce n'est pas plus difficile que ça. Toutes nos dernières lois étant hypocrites et anti-libérales sont faites pour être tournées.

On écrit de l'arrondissement de Saint-Gaudens à la *Semaine Catholique* de Toulouse : « Deux soldats-séminaristes du 59^e viennent d'être condamnés à quinze jours de salle de police. Leur crime c'est d'avoir servi une messe en costume militaire. »

Partout les soldats se montrent avec leur uniforme ; ils le portent au café, au théâtre, dans les bals publics, dans les plus mauvais lieux, là où ils vont pour boire et s'amuser.

A l'église ils sont répréhensibles de le garder

pour accomplir un acte de piété : d'où vient cette différence ? Est-il besoin de le dire ? C'est que la franc-maçonnerie commande à l'armée comme au gouvernement. Elle dénonce, elle donne des ordres, et on les exécute.

Le *Figaro* publie aujourd'hui un résumé très complet du rapport du général Dodds sur la campagne du Dahomey, rapport que le gouvernement s'est refusé jusqu'ici à insérer à l'*Officiel*. Pourquoi ? On se le demande. Comment notre confrère en a-t-il eu connaissance ? C'est ce qu'on se demande aussi.

Il n'y a qu'une ville dans le monde où l'on ne prend pas au sérieux l'émeute parisienne, c'est Paris. Ancienne et respectable tradition de notre race ! A l'heure même où l'univers civilisé voyait déjà le bourgeois parisien

Pâle, suant de peur et la main aux oreilles Accroupi derrière un rideau...

le bourgeois parisien suait, il est vrai, mais ce n'était pas de peur et avec la sérénité la plus parfaite, il élançait cette sueur à la devanture de cafés dont tous les porte-alumettes n'avaient pas servi de projectiles. Remarque simplement ce petit fait bien « parisien » comme on dit maintenant. Pendant les trois jours de l'émeute, la divette Yvette Guilbert ayant fait grève à elle toute seule, comme un simple cocher de l'urbaine, l'éclipse de cette étoile n'a pas diminué d'un centime les recettes du café-concert où elle scintille d'ordinaire. De même, pendant que M. Dupuy pratiquait ce qu'il appelle ses opérations, que vingt ou vingt-cinq mille cavaliers ou fantassins débarquaient à toutes nos gares une foule immense allait tranquillement respirer en voiture au bois de Boulogne, à pied au bois de Vincennes, ce qui était du reste plus malin que de flâner du côté des brigades centrales.

C'est dans notre sang, que voulez-vous, messieurs de la province et de l'étranger. Oserai-je même ajouter que si par impossible l'émeute actuelle était restée maîtresse de Paris, la foire de Neuilly n'y aurait pas perdu un badaud. Une cité qui a vu les troubles de la Ligue, ceux de la Fronde, les grandes journées de la Révolution, les trois Glorieuses, les quatre ou cinq émeutes qui ont ensanglanté les débuts de la Monarchie de Juillet, puis le 24 février 1848, les journées de juin, le 2 décembre, les blouses blanches de 1889, le 4 septembre et la Commune, a fini par contracter une magnifique indifférence pour les mouvements populaires quels qu'ils soient, ceux qui aboutissent à un triomphe aussi bien que ceux qu'on réprime.

(L'Eclair). Gaston JOLLIVET.

LA REVUE DU 14 JUILLET 1893

Le *Journal officiel* publie la note suivante :

« Le ministre de la guerre passera, le 14 juillet prochain, à trois heures, du soir, en présence du Président de la République, la revue des troupes du gouvernement militaire de Paris, sur l'hippodrome de Longchamp. »

CHAMBRE DES DEPUTES

Séance du 11 juillet 1893.

Présidence de M. CASIMIR-PERIER, président.

Le matin, la discussion s'engage sur la question de savoir si les dispositions relatives à la

cote personnelle-mobilière et à la réforme de l'impôt des portes et fenêtres seront disjointes du budget. Ces deux disjonctions sont prononcées. Le Sénat sera donc saisi de ces projets en dehors du budget. Il en est de même des centimes communaux.

A la séance du soir, M. Leydet dépose un projet de résolution ainsi conçu : « La Chambre invite le gouvernement à préparer un projet d'impôt sur le revenu. »

M. Peytral dit qu'il a toujours été partisan de l'impôt sur le revenu, mais qu'il est impossible de discuter en ce moment une pareille réforme. Ce sera l'œuvre de la prochaine Chambre et du gouvernement qui sera aux affaires.

Le ministre termine en déclarant qu'il parle en son nom personnel.

M. Burdeau combat le projet de résolution de M. Leydet.

M. Leydet proteste.

Par 259 voix contre 215, l'ajournement est prononcé.

M. Hubbard dépose un projet de résolution invitant le gouvernement à préparer, pour le budget de 1895, un ensemble de dispositions supprimant l'impôt des portes et fenêtres, l'impôt sur la propriété non bâtie, etc., etc.

M. Lebon dit que cette motion est un empiètement sur le suffrage universel, qui va bientôt nommer de nouveaux représentants.

Par 234 voix contre 101, la motion est repoussée.

Vient enfin le régime des boissons que M. Trouillot voudrait encore disjoindre du budget.

M. Salis, rapporteur, constate que c'est un dernier effort des partisans des privilèges des bouilleurs de crû. Il ne peut croire que la majorité de la Chambre ne se rende pas compte des avantages qu'elle assure le projet aux déshérités de la fortune.

M. Jammes déclare que, bien qu'il soit l'auteur d'un amendement, il est d'accord avec la commission pour repousser la disjonction.

M. Peytral, au nom du gouvernement, demande également à la Chambre de repousser la disjonction. Elle commettrait une faute considérable.

Par 298 voix contre 201 la disjonction n'est pas prononcée.

La discussion est renvoyée à ce matin, mercredi.

NOUVELLES LOCALES

LE CALENDRIER

Jeudi 13 juillet 1893

192. — Sainte Maure.

Lever du soleil, 4 h. 12. — Couché, 7 h. 3.
 Lever de la lune, 11 h. 30 m. — Couché, 11 h. 27.

LES VOTES DES DEPUTES DE L'AISNE

(Séance du 11 juillet 1893).

Séance du 10 juillet 1893

Au scrutin sur le passage à la discussion de l'article unique de la proposition d'amnistie déposée par M. Pourquerey de Boisserin.

Pour l'adoption . . . 187

Contre 260

Ont voté pour : MM. Castelin et Dumont.

N'ont pas pris part au vote : MM. le comte Caffarelli, Denéchau, Jules Desjardins, Deville, Macherez et Pasquier.

Au scrutin sur l'ajournement de la proposition de résolution de M. Leydet et Hubbard (impôt sur le revenu).

Pour 269

Contre 215

Ont voté pour : MM. le comte Caffarelli, Jules Desjardins et Pasquier.

Ont voté contre : MM. Castelin, Denéchau, Deville et Dumont.

M. Macherez n'a pas pris part au vote.

Au scrutin sur la proposition de disjonction de l'impôt des boissons.

Pour l'adoption 201

Contre 298

Ont voté pour : MM. le comte Caffarelli, Denéchau, Jules Desjardins, Deville, Macherez et Pasquier.

Ont voté contre : MM. Castelin et Dumont.

A PROPOS DES GRANDS MANŒUVRES

Nous trouvons dans la *Gazette de France* une lettre de M. le baron de l'Épine, conseiller général de la Somme, et qui nous paraît contenir de bien excellents arguments contre les grandes manœuvres. Il est certain que si un mouvement d'opinion s'établissait dans le sens qu'indique notre honorable ami, il en résulterait un grand bien pour la culture et pour les finances du ministère de la guerre.

Voici cette lettre qui sera lue avec intérêt :

Prouzel, 7 juillet 1893.

Mon cher monsieur,

Je connais trop la sollicitude de la *Gazette de France*, pour tout ce qui intéresse l'agriculture, pour ne pas appeler votre attention sur une question qui préoccupe vivement nos populations rurales si éprouvées cette année. C'est la question des grandes manœuvres.

Pour ne parler que de celles qui nous touchent plus particulièrement, le 2^e et le 3^e corps réunis formeront un total de plus de 60,000 hommes et 10 à 12,000 chevaux.

Par suite de l'affreuse sécheresse, les fourrages manquent complètement et atteignent des prix inconnus jusqu'à ce jour.

En vertu du droit de réquisition, la cavalerie demandera aux cultivateurs tout ce dont elle aura besoin : on paiera, je le sais, et même très cher, ce que l'on prendra ; mais même avec de l'argent, le petit cultivateur auquel on aura pris 50 ou 100 boîtes dont il a un besoin absolu, ne pourra les remplacer.

Partout où passeront des corps de cavalerie, ce sera la misère noire et la désolation.

De plus quel surcroît de dépenses ! En ce moment les officiers font, pour préparer les grandes manœuvres, ce que l'on appelle les manœuvres de cadre : la dépense pour leurs chevaux dépasse énormément le prix ordinaire ; que sera-ce pour 10,000 chevaux ?

Le fourrage vaut 100 fr. le cent au lieu de 40 fr. en temps ordinaire, l'avoine 24 fr. les 100 kilos au lieu de 15 à 16.

Nos populations rurales sont ruinées par cette année désastreuse (93 porte malheur) ; il me semble que le gouvernement pourrait bien faire quelque chose pour elles en supprimant les manœuvres, c'est ce que vient de faire l'Allemagne.

Il y a encore bien d'autres considérations à faire valoir en faveur de cette suppression ; inutile de vous les développer. J'ai pensé que la *Gazette de France* rendrait un vrai service à nos populations, en faisant tous ses efforts pour déterminer un courant d'opinion contre les manœuvres, tant par elle-même que par ses collègues de la presse parisienne sur lesquelles elle a grande influence, et dont elle obtiendra certainement le concours. Veuillez recevoir, je vous prie, cher monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Baron A. DE L'ÉPINE,

Conseiller général de la Somme.

Les observations de notre correspondant, ajoute notre confrère, sont absolument justes.

Les agriculteurs sont assez à plaindre cette an-

SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE SPECIAL

BOURSE DU 12 JUILLET 1893

INCIDENTS	BOURSE	DERNIERS COURS
97 50	3 0/0 PERPETUELcpt.	97 50
97 67	3 0/0 NOUVEAUcpt.	97 67
97 55	4 1/2 0/0 1883cpt.	97 55
106 45	1 2 0/0cpt.	106 45
106 65	1 2 0/0cpt.	106 65
97 47	AUTRICHE 4 0/0 ORcpt.	97 45
504 37	EGYPTE UNIFIEEcpt.	503 12
62 81	EXTÉRIEUR ESPAGNOL 4 0/0cpt.	62 15
94 56	HONGROIS 4 0/0cpt.	94 50
88 92	ITALIEN 5 0/0cpt.	88 72
21 93	PORTUGAIS 3 0/0cpt.	21 81
92 65	RUSSE 4 0/0 1880cpt.	92 60
98 45	RUSSE 4 0/0 CONSOLIDcpt.	98 40
99 90	RUSSE 1889 ORcpt.	99 90
77 95	RUSSE 1891 3 0/0cpt.	77 95
957	BANQUE DE FRANCEcpt.	950
765	CREDIT FONCIERcpt.	763 75
1860	CREDIT LYONNAIScpt.	1865
1507	NORDcpt.	1507
2652	PARIS-LYON-MEDITERRANEEcpt.	2648
641	GAZ PARISIENcpt.	640
222	SUEZcpt.	221
373 75	AUTRICHIENScpt.	371 87
115 93	LOMBARDScpt.	115 93
	RIO-TINTOcpt.	
	THARSIScpt.	

BOURSE DU COMMERCE. — 12 juillet.

MARCHANDISES	COURANT	AOUT	4 DE NOV.
Farines	150 k 44 10	45	47 50
Bleds	100 k 20 60	20 95	22 15
Seigles	100 k 13 50	13 90	14 40
Avoines	100 k	19 40	18 60
Huile colza	100 k 57 25	57 50	59 50
Huile lin	100 k	51 25	50 25
Alcool 90°	100 k	46 50	46 50
Sucre	100 k 48 62	48 87	48 87
Sucre, 5 d'octobre		48 87	

MARCHE DE LAON du 5 juillet.

Blé blanc 20 50 à 20 75 — roux 20 à 20 50 —
 Avoine 21 à 22 — Orge 17 à 18 —
 Seigle 13 50 à 14 50 — Escourgeon à —
 Sainfoin à — Sarasin 21 à —
 Minette à — Draveries à 25 —
 Trèfle à — Lentilles à — Fèverolles à — Luzerne

DERNIERES NOUVELLES

Les promotions dans l'armée

Le ministre de la guerre vient de signer une longue promotion dans les différentes armes et les différents services.

Cette promotion ne comprend pas moins de 13 colonels (7 pour l'infanterie, 4 pour la cavalerie, 2 pour l'artillerie) ; 19 lieutenants-colonels (9 pour l'infanterie, 3 pour la cavalerie, 6 pour l'artillerie, 1 pour le train des équipages) ; 57 commandants (29 pour l'infanterie, 13 pour la cavalerie, 19 pour l'artillerie, 3 pour le génie, 2 pour le train) ; 153 capitaines (70 pour l'infanterie, 5 pour la cavalerie, 18 pour l'artillerie, 9 pour le génie, 6 pour le train) ; 8 lieutenants (pour l'infanterie) ; 7 sous-lieutenants (6 pour l'infanterie, 1 pour la cavalerie).

Parmi les nouveaux colonels, citons : M. de Breuille, du 34^e de ligne, qui ne compte pas moins de vingt-six campagnes ; chef de la mission militaire au Maroc, en 1887-89 ; M. de Masin, du 2^e zouaves, qui fut décoré pour sa belle conduite pendant la guerre contre l'Allemagne ; M. Beaugier, du 140^e de ligne, blessé deux fois à Metz, en 1870 ; M. Borgnis-Desbordes, directeur de l'Ecole centrale de pyrotechnie militaire, frère du général d'artillerie de la marine ; M. Faure, du 50^e de ligne, qui a fait très bril-

lamment campagne au Tonkin, en 1885, avec Négrier.

Parmi les nouveaux lieutenants-colonels : M. de Maistre, du 7^e dragons, blessé à Saint-Privat ;

M. Mounier, de l'artillerie, premier attaché militaire à Berlin ;

M. Parizot, de la section technique de l'artillerie, qui, au début de la guerre contre l'Allemagne, était sous-lieutenant élève à l'Ecole d'application de Metz ; fut blessé trois fois et décoré au cours de la campagne en province.

Manifeste anarchiste

Un placard émanant du groupe anarchiste de Londres, l'*« Avant-Garde »*, a été affiché, la nuit dernière, sur les murs de Paris. Ce manifeste, conçu en termes violents, engage tous les « compagnons » et ouvriers de Paris à ne pas prendre part à la fête du 14 juillet.

En voici un passage : « En attendant que nous soyons capables d'illuminer leurs croisées. Que ceux qui sont avec les riches contre les affamés, les capitalistes contre les pauvres, fêtent la prise de la Bastille. Pour nous, nous ne nous associerons pas à cette fête parce que « nous ne sommes pas délivrés. »

Inutile d'ajouter que ce placard a été lacéré par les gardiens de la paix.

Cornélius Herz

Du *Figaro* :

Cornélius Herz, malgré les affirmations contraires d'un journal de Londres, peut se lever chaque jour et même s'asseoir dans un fauteuil qu'on approche de la fenêtre.

L'état des poumons est bon ; le diabète a diminué, la faiblesse du cœur également.

On peut se demander si, malgré tous les avis des médecins, Cornélius Herz n'est pas à la veille d'entrer en convalescence.

L'ami de M

ne, et les désastres que cause la sécheresse persistante sont assez grands pour que l'on ne vienne pas encore ajouter à leur malheur.

Il nous paraît de toute nécessité que les manœuvres soient supprimées cette année et que la question soit tranchée avant la séparation des Chambres.

Le gouvernement vient, du reste, de faire manœuvrer tout un corps d'armée appelé de différents points et rassemblé à Paris contre les manifestants.

Il a vu que les troupes étaient prêtes à marcher.

Cela doit lui suffire.

Et nous voulons espérer qu'après s'être tant occupé du sort des Parisiens, il daignera s'intéresser un peu à celui des agriculteurs.

Le cardinal Lecot

Le cardinal Lecot, archevêque de Bordeaux, revenant de Paris, a été reçu solennellement hier matin, à dix heures, à la cathédrale Saint-André de Bordeaux, par le clergé de son diocèse.

Toutes les autorités civiles et militaires, les consuls étrangers en grand uniforme et une foule considérable assistaient à la cérémonie.

Le cardinal était accompagné de Mgr Coeurat, évêque d'Agde, de l'abbé Mgr Granito di Belmonte, et du protonotaire apostolique.

Après avoir adressé un éloge courtois aux autorités locales, avec lesquelles il entretient d'excellentes relations, le cardinal a exprimé ses remerciements à l'adresse du président de la République, qui lui a remis la barrette parce qu'il savait pouvoir compter sur le patriotisme du primat d'Aquitaine.

L'archevêque de Bordeaux a longuement insisté sur son dévouement absolu à la France et sur son amour de la conciliation et de la paix.

Sait-on que M. Lépine, le nouveau préfet de police, a joué un mauvais tour à M. Laurenceau, préfet de l'Aisne ? Il quittait le secrétariat de la préfecture de police, à Paris, quand il obtint une préfecture de première classe, la Loire, tandis que M. Laurenceau, ancien secrétaire général de la Seine, qui marchait avant lui dans l'ordre des préséances, s'est vu confiné dans la préfecture de l'Aisne (2^e classe).

Ce qu'aucun journal ne dit non plus, c'est que M. Lépine fut préfet de la Somme pendant cinq ou six jours, précisément en quittant Paris. Il ne mit, du reste pas les pieds à Amiens, où il avait envoyé, en guise de fourrier, son secrétaire particulier, un aimable homme, tout disposé à faire la vie douce aux journalistes que certains préfets précédents, Spuller et Lozé entre autres, traitaient assez mal.

Il est vrai qu'en revanche, les journalistes pouvaient constater que Mme la préfète Spuller tapait sur la cuisse de ses amis, en visite, pour leur dire : « Eh bien ! On se plaint à Amiens, tout de même, ma petite ! » et que M. Lozé, avec son air de tout savoir, était ignorant comme une carpe des moindres affaires départementales... et des autres. Le joli ambassadeur que nous aurons là !

Le chemin de fer de Saint-Quentin AU CATELET

Voici le texte du projet de loi ayant pour objet de modifier, aux abords de Saint-Quentin, le tracé du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Quentin au Catelet, déposé par M. Viette, ministre des travaux publics :

Exposé des motifs

Messieurs,

La loi du 28 juillet 1885, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Saint-Quentin au Catelet, a spécifié que la ligne partait de Saint-Quentin, au lieu dit « le Petit-Etang-d'Isle », et passerait par ou près Omissy, Lésdins, etc. D'un autre côté, la convention du 20 juillet 1883 annexée à la loi précitée et qui a été passée, pour la concession de la ligne de Saint-Quentin au Catelet, par le département de l'Aisne avec la Compagnie des chemins de fer du Cambrésis, prévoit à titre éventuel la construction d'un embranchement devant relier la ligne ainsi définie avec la gare des marchandises de la Compagnie du Nord, à Saint-Quentin.

Les difficultés qu'aurait présentées l'exécution de ce raccordement ont amené le département, d'accord avec la Compagnie concessionnaire, à proposer un nouveau tracé de la ligne principale, se détachant du tracé primitif à Omissy, contournant la ville de Saint-Quentin du côté nord-ouest

et aboutissant à la halle de Rocourt, sur la ligne d'intérêt local à voie normale de Véluy-Bertincourt à Saint-Quentin. La ligne ainsi modifiée se prolongerait jusqu'à la gare de la Compagnie du Nord en empruntant la plate-forme du chemin de fer d'intérêt local de Véluy-Bertincourt à Saint-Quentin.

L'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis l'avant-projet de la variante, a donné des résultats favorables ; la Commission d'enquête, le Conseil municipal et la Chambre de commerce de Saint-Quentin se sont ralliés au nouveau tracé.

Une convention a été passée entre le département de l'Aisne et la Compagnie des chemins de fer du Cambrésis pour consacrer les nouvelles dispositions ; il est stipulé que la modification apportée au tracé primitif fixé par la loi du 28 juillet 1885 ne donnerait lieu à aucune augmentation de la subvention départementale telle qu'elle est fixée dans la convention du 20 juillet 1883, et que le capital de premier établissement restera lui-même maintenu au maximum de 2,217,206 francs prévu à ladite convention et à la loi du 28 juillet 1885.

Le Trésor n'aura non plus aucun charge nouvelle à supporter et le maximum de la subvention annuelle de l'Etat reste fixé à 8,400 francs, chiffre inscrit à l'article 4 de la loi précitée.

L'autorité militaire a donné son adhésion au nouveau tracé.

Le Conseil général des ponts et chaussées s'est également prononcé en faveur de la déclaration d'utilité publique de la variante. Enfin le Conseil d'Etat a adopté le projet de loi que nous vous présentons en vue de l'approbation de cette variante.

Nous espérons que vous voudrez bien donner votre haute sanction à ce projet de loi.

Projet de loi

Le Président de la République française,

Décrète :

Le projet de loi dont le teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre des Travaux publics, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier. — Est autorisée la modification du tracé du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Quentin au Catelet, conformément à la convention passée entre le département de l'Aisne et la Compagnie des chemins de fer du Cambrésis, le 20 avril 1883.

Art. 2. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour raccorder ladite ligne, dont les trains doivent être prolongés jusqu'à la gare de la Compagnie du Nord à Saint-Quentin, avec celle de Véluy-Bertincourt, à Saint-Quentin, à Rocourt.

Art. 3. — Une copie certifiée conforme de la convention additionnelle du 20 avril 1883 restera annexée à la présente loi.

Art. 4. — La déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non venue si les expropriations nécessaires pour l'exécution de la ligne désignée ci-dessus ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans, à dater de l'approbation du projet de tracé définitif.

Fait à Paris, le 29 juin 1893.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux publics,

Signé : VIETTE.

La ligne du Cateau à Laon

M. le Préfet de l'Aisne a publié en date du 28 juin, un arrêté prescrivant l'enquête parcellaire et nommant les membres de la Commission de la ligne du Cateau à Laon.

La notice de l'acte du Chemin de fer du Nord, contenant la description du tracé de cette ligne, l'état indicatif des propriétaires à exproprier, les plans des terrains à acquérir dans les communes de Valenciennes et de Bohéries, et de Verly, pour le déplacement de la halte du Grand-Verly, resteront déposés pendant huit jours francs, du 19 juillet 1893 jusqu'au 26, aux mairies de ces communes, afin que chacun puisse en prendre connaissance.

Les maires des communes de Valenciennes et de Bohéries et de Verly, mentionneront sur un procès-verbal, qu'ils ouvriront à cet effet, et que les parties qui comparaitront, seront requises de signer, les déclarations et réclamations qui leur auront été faites verbalement ; ils y annexeront celles qui leur auront été transmises par écrit.

Ce procès-verbal sera adressé à M. le Sous-Préfet de Vervins, ainsi que toutes les pièces de l'affaire, aussitôt après l'expiration des délais de publication, pour qu'il puisse être ensuite statué par la Commission d'enquête, qui sera composée de :

MM.

Le Sous-Préfet de Vervins, président ;
Marchal, conseiller général, à Wassigny ;
Paradis, conseiller général, à Lavacquerie ;
Carlier, conseiller d'arrondissement, à Proix ;
Machin, conseiller d'arrondissement, à Valenciennes ;
Le Maire de la commune de Verly, ou son délégué ;
Le Maire de la commune de Valenciennes, ou son délégué ;
Et de l'ingénieur principal des travaux neufs de la Compagnie du Nord, ou son délégué.

Cette Commission recevra pendant huit jours les réclamations des propriétaires.

Elle les appellera toutes les fois qu'elle le jugera convenable et donnera son avis.

Ses opérations devront être terminées dans le délai de dix jours, à dater de l'époque de sa réunion ; après quoi, son procès-verbal sera immédiatement adressé à M. le Préfet de l'Aisne.

D'après les ordres parvenus aux différents corps du gouvernement militaire, la 10^e division d'infanterie et le 135^e régiment régional sont chargés d'assurer le service, le jour de la Fête nationale, dans Paris et dans les forts. De sorte que l'effectif total qui sera réuni, ce jour-là, à Longchamp, s'élèvera à environ 18,000 hommes, y compris la brigade de réserve.

Cette année, on a rétabli la charge finale de la revue, qui avait été supprimée en 1892.

Le Journal de l'Aisne annonce comme certaine la candidature du citoyen Daynaud dans la 2^e circonscription de Vervins.

Il croit savoir que le citoyen Langrand sera candidat dans la 2^e circonscription de Cambrai, à Caudry ; et que Renard, autre socialiste saint-quentinois, sera candidat à Tournai.

Tout cela mérite confirmation.

La Société

SECOURS MUTUELS TYPOGRAPHIQUES

Lundi dernier, à 7 heures du soir, la Société de secours mutuels de la Typographie Saint-Quentinoise a tenu son assemblée générale semestrielle en la salle Venet.

Sur 83 membres que compte la Société 75 répondent à l'appel.

M. Delattre président, s'excuse de ne pouvoir se joindre à ses confrères, retenu qu'il est par un cas de force majeure. Il est remplacé par M. le vice-président Eugène Misery, assisté de M. Lepreux trésorier ; Maës, trésorier-adjoint ; Camille Carpentier, secrétaire et Flamant, secrétaire-adjoint.

M. Lepreux, trésorier, expose le compte-rendu financier de l'Association. Nous y voyons qu'au 30 juin 1893, l'actif s'élève à 170 fr. 05 depuis le 31 décembre 1892. On ne peut que féliciter la Société de cette excellente situation et de sa marche progressive due aux efforts et au zèle de son bureau, comme aussi au généreux concours des membres honoraires, dont le nombre s'augmente encore certainement si cette œuvre intéressante au plus haut degré ! était plus connue de nos concitoyens favorisés de la fortune.

A propos des membres honoraires disons qu'au cours de cette réunion un souvenir ému a été donné à la mémoire de M. Ernest Desjardins, qui son digne frère et successeur à la Chambre des députés, remplacera aussi, c'est certain, sur la liste des bienfaiteurs de la Société de secours mutuels typographiques. Des remerciements ont été également adressés aux personnes qui ont offert des lots pour la tombola qui doit terminer la présente séance.

L'assemblée procède ensuite à la nomination de son bureau. Elle ne pouvait mieux faire que de réélire, comme elle l'a fait, le bureau sortant qui n'a pas cessé, loin de là ! de mériter la confiance et l'estime des sociétaires.

Le bureau est donc ainsi composé, aux applaudissements de l'assistance :

MM.

Delattre, Président ;
Misery, Vice-Président ;
Lepreux, Trésorier ;
Maës Xavier, Trésorier-adjoint ;
Carpentier Camille, Secrétaire ;
Flamant, Secrétaire-adjoint.

Vérificateurs :

MM. H. Fournival ;
A. Pelletier ;
L. Mary ;
A. Legrand.

Une tombola, aux lots aussi nombreux que bien choisis, termine avec gaieté comme de coutume, la réunion de la Société typographique. Si nous sommes bien renseignés et nous avons lieu de le croire, la prochaine réunion serait agrémentée d'un Concert intime dont les éléments seraient pris exclusivement dans la Société.

La corporation typographique compte d'ailleurs assez d'artistes pour organiser une attrayante soirée musicale.

L'idée est donc appelée à faire son chemin.

Dans la dernière partie de notre bulletin d'hier se trouvent quelques fautes de composition, qui n'altèrent pas le sens, et que nos lecteurs ont corrigées d'eux-mêmes ; mais nous tenons à nous excuser auprès d'eux. Le journal a été un peu chargé et il n'a pas été possible de faire une révision serrée des pages avant le premier départ.

Hier, vers deux heures de l'après-midi, un manouvrier de Thénelles, Fouchet, 33 ans, est tombé, en passant rue des Glacis, sur la bordure d'un trottoir. Dans sa chute, il s'est fracturé la jambe droite. M. le docteur Muller lui a donné des soins.

Fouchet a été ensuite transporté à l'Hôtel-Dieu sous la conduite d'un agent de police.

La police a arrêté le nommé Lelong Jean-Baptiste, âgé de 35 ans, manouvrier, demeurant rue du Cateau, pour bris de clôture et coups et blessures à M. Deaudin Antoine, âgé de 64 ans, cultivateur, rue du Cateau, 165.

BRANCOURT. — Pendant l'effroyable orage de samedi dernier, la foudre, tombant chez M. Vassaux-Deux à Brancourt, a déterminé un commencement d'incendie vite éteint fort heureusement.

M. Vassaux nous adresse, à ce sujet, la lettre suivante :

Brancourt, le 12 juillet 1893.

Monsieur le Directeur du Journal de Saint-Quentin,

Je vous prie de me permettre d'avoir recours à la publicité du journal pour remercier le corps des sapeurs-pompiers ainsi que M. le curé de Brancourt, M. Elor et d'autres personnes du pays, de la rapidité avec laquelle la pompe à incendie a été transportée à mon domicile pendant l'orage du 8 de ce mois, vers 9 heures 1/2 du soir, à la suite d'un coup de tonnerre qui avait frappé ma maison et y avait déterminé un commencement d'incendie.

Grâce à la promptitude des secours, l'incendie a été éteint en quelques instants, et je n'éprouve de ce fait que des dégâts matériels relativement peu importants.

Veillez, Monsieur le Directeur, agréer mes civilités empressées.

E. VASSAUX.

VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE. — Nous recevons la lettre suivante de l'honorable M. Ernest Martine, maire de Villers-Saint-Christophe :

« Etant absent lors de l'incendie occasionné par le violent orage de samedi soir, 8 courant, et qui a consumé une des granges, je n'ai pu remercier les nombreuses personnes qui sont venues combattre le feu dévastateur.

Permettez-moi, monsieur le Rédacteur, d'avoir recours à la publicité de votre estimable journal, pour adresser mes sincères remerciements aux communes d'Aubigny, de Foreste, de Douilly, de Sencourt qui ont envoyé leurs pompes, ainsi qu'à toutes les personnes, qui se sont mises à la chaîne.

« Grâce à la promptitude des secours, un grand désastre a pu être évité.

« Veillez agréer, monsieur le Rédacteur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

E. MARTINE. »

MORCOURT. — Du foin et du trèfle ont été volés dans un champ situé à 300 mètres du village de Morcourt et appartenant à M. Gaspard Morand, cultivateur en cette localité. Deux individus de Saint-Quentin, un ramonneur et un commissionnaire, sont inculpés de ce vol.

THENELLES. — Il y a près de deux mois, les époux Richet ont abandonné, le laissant à la charge de Richet père, un enfant âgé de 2 mois. Richet père, malade et dont la femme est infirme, ne peut garder cet enfant et demande qu'on recherche le père et la mère qui seraient actuellement à Joffreville, près de Sissonne.

Les époux Richet pourraient bien être poursuivis pour abandon d'enfant.

RIBEMONT. — On a volé, en deux fois, 80 fr. dans le tiroir du comptoir de M. Méreau, débitant et épicer à Ribemont.

L'auteur de ce vol est inconnu.

Un vol de foin a été commis dans les champs de MM. Berton et Pellion, cultivateurs. De ce vol sont inculpés le nommé Légère Louis-Octave, détenu déjà, croyons-nous, pour un autre méfait du même genre, et le nommé Paul Frémont, âgé de 16 ans.

FLAVY-LE-MARTEL. — Une rixe d'une certaine gravité a eu lieu samedi dernier, vers 9 heures du soir, entre les nommés B... qui insultait les pompiers de Flavy et P... qui prenait leur défense. Il y a eu échange de nombreux coups de poing et peut-être bien aussi de quelques coups de couteau. L'un des combattants ressent encore de vives douleurs et est soigné par M. le docteur Klé.

La gendarmerie a recueilli les dépositions des témoins de cette regrettable affaire et a dressé procès-verbal.

Un vol de 2 planches valant 8 fr. a été commis au préjudice de M. Laloux, par un manouvrier de Flavy.

FOLEMBRAY. — Il existait, à Folembray, une vieille centenaire que peu de ses concitoyens ont vue, mais que tous ont bien souvent entendue. Elle avait reçu, en 1791, un baptême presque laïque et ses parrain et marraine, si elle en eût eus, n'avaient pas osé lui donner de noms de saints parce que, en ces temps-là déjà, on essayait de les supprimer.

Sur ses flancs robustes, on lisait et on peut lire encore : *J'ai été fondue en 1791 ; vive la nation, la loi et le roi.*

Elle avait eu deux sœurs, la bonne vieille, mais au bout de quelques mois, dénoncées comme suspectes, il leur fallut partir, transformées en canons, pour servir sous les ordres de Dumouriez.

C'est leur survivante, âgée de 102 ans, qui vient de descendre de son aérienne demeure, pour prendre le chemin de l'exil ou pour s'abîmer dans le creux du fondeur. Ainsi passent les gloires des cloches !

Mais que de souvenirs emporte avec elle notre respectable compatriote ! A combien d'événements n'a-t-elle pas prêté sa voix qui dominait toute la vallée de l'Allette ! deuil et gloire de la Patrie ! joies et tristesses des familles et des individus ! souvenirs intimes, émotions vécues pendant un siècle, elle a tant chanté ! elle a tant pleuré !

C'était pour dire adieu à cet antique témoin, et pour saluer les quatre nouvelles cloches, que la paroisse de Folembray tout entière était sur pied, dimanche dernier 9 juillet. Mais quelle splendeur autour du beffroi des quatre jumeaux, arrivées de Carrepuis, modeste village où depuis l'an 1540, les Cavillier exercent, de père en fils, l'art de fonder les cloches !

Disons de suite que cette belle fête de paroisse était rehaussée par la présence de Mgr l'Evêque de Soissons, dont la simplicité jointe à une bienveillance aussi exquise qu'inépuisable, ajoute tant de charmes à nos fêtes populaires.

A trois heures, une foule immense et respectueuse, composée des fidèles de la paroisse et des villages voisins envahit les larges avenues et le magnifique rond-point du parc de Folembray. Sous la vaste marquise ornée des fleurs et des arbustes les plus précieux, se tient la noble châteline, madame la Baronne de Poilly, entourée de sa famille et du personnel de sa maison, en grande livrée.

Après du prêtre qui prend place sous le dais et qu'entourent M. le vicar-général Brancourt et M. le chanoine Pignon, curé-doyen de Congy-le-Château, nous voyons M. le chanoine Clédaille, M. le curé de Saint-Eloi de Saint-Quentin, M. le curé de Parpeville et la majeure partie des prêtres du diocèse.

La compagnie des sapeurs-pompiers escorte le dais, derrière lequel se trouvent au grand complet le conseil de fabrique, la municipalité et les parrains et marraines :

M. Damour et Mme la Baronne.

M. le comte Mlle la comtesse de Brigode.

M. Mesnier et Mme Capell.

M. et Mme Arthur Guise.

Bientôt le canon gronde et la procession s'ébranle pendant que les musiciens de *Sainte-Cécile*, au pittoresque costume de *bersagliers*, jettent au ciel leurs fanfares joyeuses. Rien de beau comme cette vaste procession se déroulant sous ces immenses nefs de verdure, au milieu de ces chênes séculaires, de ces hêtres épaïs qui semblent les piliers d'un temple incomparable.

A travers les sinuosités des avenues, apparaissent les voiles blanches des enfants des écoles que conduisent les bonnes sœurs de la Providence de Portieux, et puis les garçons de l'école libre Saint-Joseph avec les clercs de Saint-Viateur. M. le curé est partout dirigeant dans le plus grand ordre cette splendide procession.

A la sortie du parc, c'est un autre spectacle qui se présente aux regards. Toutes les maisons sont pavées et de nombreux et très distingués arcs de triomphe échelonnent la route jonchée de feuillage, sur laquelle doit passer le cortège. Sur la place de l'Eglise on s'arrête en face d'un immense arc de triomphe élevé par les soins de la Verrière et au fronton duquel des bouteilles artistiquement rangées font lire la devise du bien-aimé Pontife : *Per gratiam ad aeternam.*

Nous ne dirons rien de détails si pleins d'intérêt de la cérémonie religieuse, mais nous ne pouvons taire quelques-unes des paroles adressées par Sa Grandeur, en réponse au discours que lui adressait M. le curé :

« Nous savions bien ce que nous faisons en vous envoyant à Folembray, à cet éminent Pontife, nous connaissons votre prudence, votre zèle, votre intelligence, et nous pressentions tout le bien que vous deviez faire au sein de cette religieuse paroisse. Vous n'avez plus qu'à continuer cette mission de zèle et de dévouement que vous avez si bien comprise. »

Et nous, habitants de Folembray, nous ajoutons : que Monseigneur laisse longtemps parmi nous le prêtre sympathique et distingué qui a su trouver le chemin de nos cœurs et arrivera sûrement à celui de nos âmes !

GUISE. — On lit dans l'Echo :

Madame Lamant, marchande foraine, domiciliée à Ribemont, vendait sur notre champ de foire des chaussures et de la bonneterie.

Une bonne et honnête femme ! de la rue de

Feuilleton du « Journal de Saint-Quentin » du 13 juillet 1893

LE MARQUIS DE VILLEMER

PAR
GEORGE SAND

LE TITRE A MADAME CAMILLE HEUDEBERT
— A D... par Blois.

Ne t'inquiète donc pas, chère sœur, me voilà arrivée à Paris sans accident ni fatigue. J'ai dormi quelques heures, j'ai déjeuné d'une tasse de café, j'ai fait ma toilette, et dans un instant je vais prendre un fiacre et me présenter à madame d'Arglade pour qu'elle me présente à madame de Villemer. Je t'écris ce soir le résultat de la solennelle entrevue, mais je veux d'abord jeter ces trois mots à la poste pour que tu sois rassurée sur mon voyage et ma santé.

Prends courage avec moi, ma Camille, tout ira bien ; Dieu n'abandonne pas ceux qui comptent sur lui et qui font leur possible pour aider sa douce providence. Ce qu'il y a eu de plus douloureux pour moi dans ma résolution, ce sont les larmes et celles des chers petits ; j'ai de la peine à retenir les miennes quand j'y pense ; mais il le fallait absolument, vois-tu ! Je ne pouvais pas rester les bras croisés quand tu as quatre enfants

à élever. Puisque j'ai du courage, de la santé, et aucun autre lien en ce monde que ma tendresse pour toi et pour ces pauvres anges du bon Dieu, c'était à moi de partir et de chercher notre vie. J'en viendrais à bout, sois-en sûre. Soutiens-moi au lieu de me regretter et de m'attendrir, voilà tout ce que je te demande. Et sur ce, ma chère sœur, je t'embrasse de tout mon cœur, ainsi que nos enfants adorés. Ne les fais pas pleurer en leur parlant de moi ; mais tâche cependant qu'ils ne m'oublient pas, cela me ferait bien de la peine.

CAROLINE DE SAINT-GENEIX.

3 janvier 1845.

DEUXIEME LETTRE. — A LA MEME

Victoire, grande victoire, ma bonne sœur ! me voilà revenue de chez notre grande dame, et succès inespéré, tu vas voir. Puisque j'ai encore une soirée de liberté, la dernière probablement, j'en vais profiter pour te raconter l'entrevue.

Il me semblait que je m'engageais avec toi au coin de ton feu, bergant Charlot d'une main et amusant Lili de l'autre. Chers amours, que font-ils en ce moment ? Ils ne s'imaginent pas que je suis toute seule dans une triste chambre d'auberge, car, dans la crainte d'être importune à madame d'Arglade, je suis descendue dans un petit hôtel ; mais je serai très bien chez la marquise, et cette soirée solitaire ne m'est pas mauvaise pour me recueillir et penser à vous autres sans distraction. J'ai très bien fait d'ailleurs de ne pas trop compter sur le gîte qui m'était offert, car madame d'Arglade est absente, et j'ai dû bravement me présenter moi-même à madame de Villemer.

Tu m'as recommandé de le faire son portrait : elle a soixante ans environ, mais elle est indigne et sort très peu de son fauteuil ; cela et sa figure souffrante la font paraître plus âgée de quinze ans. Elle n'a jamais dû être belle ni bien faite ; mais sa physionomie est expressive et caractérisée. Elle est très brune ; ses yeux sont magnifiques, assez durs, mais francs. Elle a le nez droit et tombant sur la bouche, qui est laide

et qu'on voit encore trop. Cette bouche est dédaigneuse à l'habitude ; cependant toute la figure s'éclaircit et s'humanise quand elle sourit, et elle sourit facilement. Ma première impression s'est trouvée d'accord avec la dernière. Je crois cette dame très bonne par réflexion plutôt que par sentiment et courageuse plutôt que gaie. Elle a de l'esprit et de l'instruction. Enfin elle ne diffère pas beaucoup du portrait que madame d'Arglade nous avait fait d'elle.

Elle était seule quand on m'a introduite dans sa chambre. Elle m'a fait asseoir près d'elle avec de la grâce, et voici le résumé de la conversation :

— Vous m'êtes beaucoup recommandée par madame d'Arglade, que j'estime infiniment. Je sais que vous appartenez à une excellente famille, que vous avez des talents, un caractère honorable et une vie sans tache. J'ai donc le plus grand désir que nous puissions nous entendre et nous convenir mutuellement. Pour cela, il faut deux choses : l'une, c'est que mes offres vous paraissent satisfaisantes ; l'autre, que notre manière de voir ne soit pas par trop opposée, car ce serait la source de contrariétés fréquentes. Traitons la première question. Je vous offre douze cents francs par an.

— On me l'a dit, madame, et j'ai accepté.

— On m'avait dit à moi que vous trouveriez peut-être cela insuffisant ?

— Il est vrai que c'est peu pour les besoins de ma situation ; mais madame est juge de la sienne propre, et puisque me voilà...

— Parlez franchement ; vous trouvez que ce n'est pas assez ?

— Je ne peux pas dire ce moi-là. C'est probablement plus que ne valent mes services.

— Je ne dis pas cela, moi, et vous, vous le dites par modestie ; mais vous craignez que cela ne suffise pas à votre entretien ? Soyez tranquille, je me charge de tout ; vous ne dépenserez chez moi que la toilette, et je n'en exige aucune. Est-ce que vous l'aimez, la toilette ?

— Oui, madame, beaucoup ; mais je m'en abstiendrai jusqu'à ce qu'il y ait quelque chose de changé. La simplicité de ma réponse paraît étonner la marquise. Peut-être n'aurais-je pas dû parler

spontanément comme j'ai l'habitude de le faire. Elle fut un peu de temps avant de se reprendre. Enfin elle se mit à sourire et me dit : Ah çà ! pourquoi aimez-vous la toilette ? Vous êtes jeune, jolie et pauvre ; vous n'avez ni le besoin ni le droit de vous attarder ?

— J'en ai si peu le droit, répondis-je, que je suis simple comme vous voyez.

— C'est fort bien, mais vous souffrez de n'être pas plus élégante ?

— Non, madame, je n'en souffre pas du tout, puisqu'il faut que cela soit ainsi. Je vois que j'ai parlé sans réfléchir en vous disant que j'aimais la toilette, et que cela vous a donné une pauvre idée de ma raison. Je vous prie de m'y voir qu'un effet de ma sincérité. Vous m'avez questionnée sur mes goûts, et j'ai répondu comme si j'avais l'h